

Droits de l'homme : une réalité pour tous

Conférence de lancement de la
Stratégie du Conseil de l'Europe sur le Handicap 2017-2023

Centre de conférence Filoxenia
Nicosie, Chypre

27 – 28 mars 2017

Biographies des oratrices et orateurs
et des modératrices et modérateurs

Séance d'ouverture



Alfredo Ferrante (modérateur) est responsable de l'unité des politiques familiales au Bureau du Premier ministre à Rome. Après une expérience à l'Institut national d'administration publique, il a exercé les fonctions de chef d'unité des politiques sur le handicap au ministère italien du Travail et des Politiques sociales de 2002 à 2016. Après l'obtention de son diplôme en sciences politiques avec mention à l'Université de Rome « La Sapienza », il a suivi une spécialisation en études européennes. Alfredo Ferrante est également titulaire d'un master en relations internationales de l'Université de St John et d'un doctorat en gouvernance publique de l'Université de Rome « Tor Vergata ». Alfredo Ferrante est le représentant de l'Italie dans plusieurs groupes de travail auprès de la Commission européenne, du Conseil de l'Europe et des Nations Unies. En 2016, il a été élu Président du Comité Ad Hoc sur les droits des personnes handicapées (CAHDPH) du Conseil de l'Europe.



Zeta Emilianidou est titulaire d'un diplôme de droit délivré par l'Université Aristotle de Thessalonique et d'un diplôme de gestion du marketing délivré par l'Institut du marketing de Chypre. En 1978, elle a réussi l'examen d'entrée au barreau de Chypre, et a été enregistrée comme avocate. Zeta Emilianidou a d'abord été nommée, en 1979, au Département des douanes et accises de la République de Chypre, et a travaillé dans quasiment tous ses services. Entre 1988 et 1992, elle a fait partie de l'équipe qui a rédigé la législation sur la TVA, puis a été nommée en 1992 agente principale en charge de la TVA et, en 1996, responsable des douanes et accises. Entre août 2001 et mars 2010, elle a exercé les fonctions de directrice générale du Département des douanes et accises, et de Commissaire en charge de la TVA. Entre mars 2010 et avril 2013, elle a été nommée Secrétaire générale du ministère du Commerce, de l'Industrie et du Tourisme. Pendant cette période, elle a été responsable du deuxième cycle d'octroi d'autorisations de prospecter des hydrocarbures au large de Chypre. Le 3 avril 2013, Zeta Emilianidou a été nommée par le Président de la République, ministre du Travail, des Affaires sociales et de l'Assurance sociale de la République de Chypre.



Marja Ruotanen est Directrice de la Direction de la dignité humaine et de l'égalité au sein de la Direction générale de la Démocratie. Les problématiques sous sa responsabilité comprennent la violence contre les femmes, les droits des personnes handicapées, la traite des êtres humains, les droits des enfants, l'égalité entre les femmes et les hommes, l'orientation sexuelle et l'identité de genre, ainsi que la protection des minorités, la lutte contre le racisme et l'intolérance, et le sport. Marja Ruotanen a rejoint le Conseil

de l'Europe en 1990 et y a occupé plusieurs postes dont celui de Directrice du Cabinet du Secrétaire Général et, récemment, celui de Directrice de la justice et de la dignité humaine au sein de la Direction générale Droits de l'homme et Etat de droit. Elle a été Secrétaire de différentes commissions de l'Assemblée parlementaire, notamment de la Commission des questions politiques, de la Commission des migrations, des réfugiés et de la population et de la Commission pour l'égalité de genre. Marja Ruotanen est née à Rovaniemi, en Finlande, et a étudié les relations internationales (sciences politiques et droit) à l'Université de McGill à Montréal (Canada).



Nils Muižnieks est Commissaire aux droits de l'homme du Conseil de l'Europe depuis avril 2012. Il travaille dans le domaine des droits humains depuis une vingtaine d'années, et a notamment occupé les fonctions de directeur de l'Institut de recherches sociales et politiques à la faculté des sciences sociales de l'Université de Lettonie, de Président de la

Commission européenne contre le racisme et l'intolérance, de ministre du Gouvernement letton chargé de l'intégration sociale, de la lutte contre la discrimination, des droits des minorités et du développement de la société civile et de directeur du Centre letton des droits de l'homme et des études ethniques. Nils Muižnieks est l'auteur de nombreuses publications consacrées au racisme, à la discrimination et aux droits des minorités.

Panel 1 – Egalité et non-discrimination



Christakis Nicolaidis (modérateur) est fonctionnaire au ministère des Finances (Service de l'administration publique et du personnel) depuis avril 1993. Il a étudié la psychologie et les mathématiques, et s'est spécialisé en psychologie clinique à l'Université de Marbourg et de Heidelberg (Allemagne) entre 1980 et 1990. De 1990 à 1992, il a suivi des études de troisième cycle en traitement des données électroniques à l'Université de Marbourg, où il a en même temps été professeur assistant au Département de psychologie. En 2005, il a été élu Président de l'Organisation panchypriote des aveugles et en 2011, Président de la Confédération chypriote des organisations de personnes handicapées, dont il fait toujours partie. Il a aussi été nommé par le Conseil des ministres de la République de Chypre, Président du Conseil administratif de l'Ecole pour aveugles St. Barnabas de Nicosie entre 2008 et 2015. Il a, par ailleurs, présidé le Comité consultatif du Fonds de la loterie pour le bien-être jusqu'en 2014.



Dr Andrea Broderick est professeure assistante au Département de droit international et européen de l'Université de Maastricht. Elle a obtenu une bourse Marie Curie dans le cadre du réseau de chercheurs et chercheuses DREAM (Disability Rights Expanding Accessible Markets). Son projet de recherche doctorale comportait une analyse critique des dispositions sur l'égalité et la non-discrimination de la Convention des Nations Unies relative aux droits des personnes handicapées. Sa thèse de doctorat a été nominée au prix Max van der Stoel (2016). Elle est l'auteure de nombreuses publications dans la presse universitaire et a contribué à plusieurs rapports juridiques et d'orientation politique. En tant qu'avocate, Andrea Broderick a précédemment travaillé dans des cabinets juridiques en Irlande.



Dr Stephen Duckworth travaille à la fois dans le secteur privé et dans le secteur à but non lucratif. Il dirige actuellement une entreprise chargée de réexaminer la situation de plus d'un million de personnes handicapées afin de déterminer leurs droits à prestations. Il aide aussi les personnes handicapées à intégrer le marché du travail dans le cadre de sa participation au 'Shaw Trust'. Par le passé, Stephen Duckworth a géré sa propre entreprise, conseillé des ministres sur la mise en place d'une législation antidiscriminatoire et été membre du comité de délivrance des autorisations pour les jeux olympiques de Londres en 2012. Stephen Duckworth a un diplôme de docteur, mais après s'être brisé la nuque, il a fait une thèse de doctorat intitulée « Handicap et emploi : l'impératif d'une nouvelle approche ».



Alain Faure est membre du conseil d'administration et du comité exécutif du Forum Européen des Personnes Handicapées (FEPH). Il est également membre du conseil d'administration de l'UNAPEI (Union nationale des associations de parents, de personnes handicapées mentales et de leurs amis). Il a été élu pour deux mandats consécutifs Président du Conseil français des personnes handicapées pour les questions européennes (CFHE). Tout au long de sa vie, en tant que père d'un enfant atteint d'une déficience intellectuelle (syndrome de Down), il a milité, au niveau régional et national, pour que les personnes ayant des déficiences intellectuelles puissent prendre leurs propres décisions concernant leur vie et leur avenir.



Pedro Landfors est expert dans le domaine du handicap au sein de l'Agence suédoise pour la participation. Il a près de trois ans d'expérience dans le domaine du suivi et de l'analyse des politiques relatives au handicap. L'Agence pour la participation fait partie de l'administration suédoise et promeut la mise en œuvre et le suivi en Suède des politiques dans le domaine du handicap conformément à la Convention des Nations Unies relative aux droits des personnes handicapées. Pedro Landfors a travaillé pendant deux ans au sein d'une organisation non gouvernementale œuvrant en faveur des personnes handicapées en tant que conseiller sur les problématiques sociales liées à la vie quotidienne des personnes handicapées. Il est titulaire d'une licence en relations internationales délivrée par l'Université de Malmö en 2009, et d'une licence en écologie humaine délivrée par l'Université de Lund en 2012.



Mechthild Rawert est membre du Parlement allemand (Bundestag) sous l'étiquette du Parti social-démocrate d'Allemagne (SPD). Elle a étudié à l'Université catholique des sciences appliquées de Rhénanie-du-Nord-Westphalie (campus de Münster), et a obtenu un diplôme dans le domaine du travail communautaire et de la jeunesse. Elle a aussi étudié l'enseignement pour adultes à l'Université libre de Berlin, où elle a obtenu un diplôme d'enseignement. Mechthild Rawert a enseigné dans un centre de formation pour travailleurs et travailleuses impliqué-e-s dans le travail communautaire et la jeunesse. Elle a ensuite travaillé en tant que directrice générale de la branche berlinoise du Service catholique d'assistance aux femmes puis, pour 'Zukunft im zentrum', un prestataire de services dans le domaine de l'emploi, de l'éducation et de la gestion de la qualité. En 2004, elle est devenue la première responsable en charge des problématiques concernant les femmes à l'hôpital universitaire de la Charité de Berlin. Mechthild Rawert est membre de la Commission de la santé du Bundestag depuis 2005, et membre suppléante de l'Assemblée Parlementaire du Conseil de l'Europe (APCE) depuis 2014. De 2014 à 2015, elle a présidé la Sous-commission sur le handicap et l'inclusion de l'APCE. Depuis 2009, Mechthild Rawert est porte-parole du groupe des parlementaires SPD de Berlin au Bundestag.

Panel 2 – Sensibilisation



Elodie Koukoui (modératrice) est en charge des questions relatives aux personnes handicapées à Monaco et Cheffe de la Division de l'inclusion sociale et du handicap. Elle est titulaire d'un diplôme d'éducation spécialisée, de sciences éducatives et de psychologie. Elodie Koukoui a débuté sa carrière comme travailleuse sociale en participant à la création d'un service d'éducation spécialisée et de soins à domicile (SESSAD) pour enfants handicapés dans le sud-est de la France. En 2006, elle a été chargée par le Gouvernement de Monaco d'assurer le suivi éducatif des adultes et des mineurs handicapés. Elle a ensuite fait une pause de deux ans pour rejoindre le service de coopération internationale à Madagascar, où elle a assuré la coordination éducative des foyers d'accueil pour enfants des rues. Par la suite, Élodie Koukoui est retournée dans la Principauté de Monaco, où elle a été chargée de diverses missions sociales, notamment dans le domaine du handicap. Elle a développé plusieurs actions, comme la création d'un dispositif d'éducation et de scolarisation individualisé (DESI) et a organisé des ateliers de sensibilisation au handicap, pour les élèves des écoles, visant à favoriser le suivi éducatif des adultes et des mineurs handicapés.



Katrijn Dekoninck a créé sa propre organisation, 'International project office (inproof)', en 2014. Inproof aide principalement les organisations d'utilité sociale à concevoir des propositions de projet ainsi qu'à gérer et évaluer les projets européens. Inproof réalise également des études de cas pour des formations en matière de gestion de projet et a été certifiée en tant que Cheffe de projet de l'Union européenne. Katrijn Dekoninck travaille comme experte en évaluation pour l'Agence nationale de Flandres en Belgique. Elle exerce également en tant qu'évaluatrice pour une compagnie internationale de ressources humaines et a formé des fonctionnaires de l'UE à l'évaluation des compétences pour la sélection du personnel. Elle étudie actuellement un Master de gestion et politiques publiques à l'Université de Gand.



Ramy El-Bergamy, travaille comme responsable de la diversité à l'écran au sein de l'équipe de la diversité créative de Channel 4. Il veille essentiellement à ce que les engagements contractés par Channel 4 au titre de la Charte de la diversité (360° Diversity Charter) soient respectés, ce qui implique une diversité sous toutes ses formes. Il travaille en partenariat avec le service de mise en service de Channel 4 et le secteur indépendant pour que les personnes recrutées à l'écran soient les meilleures tout en venant d'horizons les plus larges possibles. Avant de rejoindre Channel 4, Ramy El-Bergamy a travaillé dans le secteur indépendant pendant dix ans, principalement dans le casting. Son expérience couvre une large variété de programmes et de genres, et il compte notamment à son actif certaines émissions à succès comme Big Brother et The Voice.



Margaryta Kropivnytska est directrice adjointe du Service de soutien analytique et organisationnel du ministère ukrainien de la Politique sociale. Margaryta Kropivnytska est diplômée en économie et est titulaire d'un master de l'Université nationale Odessa I.I. Mechnikov et d'une licence de droit de l'Académie nationale des affaires intérieures. Elle a effectué l'ensemble de sa carrière dans le domaine du handicap. Margaryta Kropivnytska a officiellement engagé un processus de mise en place de services d'intervention précoce en Ukraine.





Signe Maria Christensen est cheffe adjointe de service au sein du Bureau des personnes handicapées du ministère danois de l'Enfance et des Affaires sociales. Le Bureau est responsable de la législation et des initiatives de réforme, ce qui inclut actuellement la législation sur l'interdiction de la discrimination envers les personnes handicapées. Signe Maria Christensen a précédemment exercé des fonctions au sein du Bureau des finances. Avant de rejoindre le ministère, elle a travaillé avec des personnes handicapées comme ergothérapeute, ce qui correspond à sa formation initiale. Signe Maria Christensen a depuis suivi des études en développement international et administration publique à l'Université de Roskilde au Danemark.



J. Patrick Clarke est directeur général de Down Syndrome Ireland et ancien président de Down Syndrome International. Son fils, âgé de 34 ans, a le syndrome de Down. J. Patrick Clarke est Président de la Fédération irlandaise des personnes handicapées et a été membre du conseil d'administration de l'Alliance pour les droits des enfants en Ireland et du Conseil de direction de l'Alliance internationale du handicap. Au niveau européen, il est trésorier du Forum européen des personnes handicapées (FEPH), dont il préside la Commission sur la mise en œuvre de la Convention des Nations Unies relative aux droits des personnes handicapées. Il a également été membre du Comité du Conseil de l'Europe qui a étudié la participation des personnes handicapées à la vie politique et publique. Il est intervenu aux Nations Unies à New York et Genève sur le droit de vote des personnes handicapées, ainsi que sur des problématiques relatives à l'emploi, la vie en communauté et le tourisme et l'enseignement accessibles. Il est un défenseur de longue date pour l'inclusion pleine et entière à tous les niveaux de la société, des personnes handicapées en général, et des personnes ayant le syndrome de Down en particulier.

Panel 3 – Accessibilité



Brigitte Plumet (modératrice) est directrice des relations internationales à l'AViQ (l'Agence wallonne pour une vie de qualité en Belgique), pour laquelle elle s'occupe des relations multilatérales avec les communautés et les régions de Belgique et des relations internationales. Brigitte est diplômée en droit et titulaire d'un Master et d'une agrégation en criminologie, délivrés par l'Université catholique de Louvain en Belgique. Elle a effectué l'ensemble de sa carrière dans le domaine du handicap. Après ses études, elle a exercé des fonctions de cadre dans le secteur privé, notamment à la ligue nationale belge de la sclérose en plaques. Fin 1991, Brigitte Plumet a rejoint le service public en entrant au service du Fonds pour l'intégration des personnes handicapées qui, depuis 2016, a fusionné avec l'AViQ. Brigitte Plumet représente actuellement la Belgique au Comité Ad Hoc sur les droits des personnes handicapées (CAHDPH) du Conseil de l'Europe et est membre élue de son Bureau depuis deux ans. Brigitte Plumet se bat notamment pour la participation des personnes handicapées dans les processus de prise de décision et pour la mise en œuvre du principe d'accessibilité.



Anna Lawson est professeure de droit à l'Université de Leeds, dont elle dirige le Centre interdisciplinaire d'études sur le handicap. Elle coordonne également la nouvelle plateforme sur la législation en matière de handicap, créée au sein du Centre pour le droit et la justice sociale de la faculté de droit. Ses travaux de recherche portent essentiellement sur l'égalité et les droits humains des personnes handicapées au niveau international, européen et national. Elle est membre de longue date de l'équipe de coordination du Réseau d'études européen d'experts dans le domaine du handicap et conseille régulièrement les organisations nationales et internationales et les gouvernements. Elle est membre du Comité sur le handicap de la Commission pour l'Égalité et les Droits de l'Homme de Grande Bretagne. Anna Lawson (qui est elle-même aveugle) est membre active du Mouvement pour les personnes handicapées et a occupé des fonctions d'administratrice, de présidente et de conseillère dans diverses organisations œuvrant en faveur des personnes handicapées et des droits humains. En 2016, l'organisation 'the Equal Rights Trust' lui a décerné le prix Bob Hepple pour l'Égalité pour son action en faveur de l'égalité.



Emily Rose Yates est consultante en matière d'accessibilité, auteure de guides de voyage et présentatrice télé. Elle a récemment rédigé le guide Lonely Planet pour un Rio de Janeiro accessible (Accessible Rio city guide) dans le cadre des Jeux olympiques et paralympiques de 2016 et a présenté deux documentaires pour la chaîne de télévision BBC Three. Elle suit également des études de doctorat dans le domaine du handicap et du genre à l'Université de York, et travaille pour 'Enhance the UK', un organisme caritatif

dont le but est de diminuer les craintes autour du handicap et de la communication, tout en promouvant les droits sexuels des personnes handicapées.



Inmaculada Placencia-Porrero est experte principale au sein de l'Unité Handicap et Inclusion de la Direction générale de l'Emploi, des Affaires sociales et de l'Inclusion de la Commission européenne. Cette Unité coordonne les politiques européennes relatives aux personnes handicapées et est responsable de la mise en œuvre de la Stratégie européenne 2010-2020 en faveur des personnes handicapées et de l'application au niveau de l'UE de la Convention des Nations Unies relative aux droits des personnes handicapées. Diplômée en sciences physiques et informatiques, elle a travaillé dans le secteur de la recherche et développement technologique

dans l'industrie. Elle a rejoint la Commission européenne en 1991 et a participé à plusieurs programmes de recherche touchant à l'accessibilité et aux applications pour les personnes âgées et les personnes handicapées. Son travail au sein de l'unité « e-inclusion » de la Direction générale Société de l'information et Médias portait essentiellement sur les politiques d'accessibilité aux niveaux européen et international, sur l'e-accessibilité et l'e-inclusion, et sur tout ce qui touche à la conception universelle et aux aides techniques. A la Direction générale pour la Justice, elle a également contribué à l'élaboration de la législation antidiscriminatoire dans le domaine du handicap et à d'autres dossiers législatifs liés à l'accessibilité. Elle est responsable du dossier relatif à l'Acte législatif sur l'accessibilité, une proposition de directive visant à harmoniser l'accessibilité au sein de l'Union européenne.



Gerison Lansdown a fondé et dirigé, de 1992 à 2000, l'Alliance pour les droits des enfants en Angleterre. Elle a depuis travaillé en tant que consultante internationale, auteure et conférencière sur le thème des droits des enfants, y compris des enfants handicapés. Elle a également travaillé avec le Comité des droits des personnes handicapées à l'élaboration de l'Observation générale sur le droit à l'éducation inclusive. Elle est titulaire d'un doctorat honorifique de l'Open University et a été pendant neuf ans Vice-Présidente de l'UNICEF-Royaume-Uni. Actuellement, elle est membre du Comité consultatif de rédaction du Journal canadien des droits de l'enfant, membre du conseil d'administration de l'Initiative mondiale pour mettre fin à tous les châtiments corporels des enfants ('Global Initiative to End All Corporal Punishment of Children') et Présidente de l'organisation 'Child to Child'.

Panel 4 – Reconnaissance de la personnalité juridique dans des conditions d'égalité



Marie José Schmitt (modératrice) est Vice-Présidente de l'Action Européenne des Handicapés, une ONG internationale dotée du statut participatif auprès du Conseil de l'Europe et membre de la Conférence des OING. Elle joue un rôle actif au sein de la Commission droits de l'homme et représente la Conférence auprès du Comité européen des droits sociaux. Elle a participé en 1980 à la rédaction du Programme d'action mondial des Nations Unies concernant les personnes

handicapées, où le mot « personne » soulignait la référence aux droits de l'homme. Elle a participé à la rédaction du Plan d'Action du Conseil de l'Europe pour les personnes handicapées 1982 et, plus tard, à la révision de l'article 15 de la Charte Sociale Européenne. Elle a aussi été membre du Centre collaborateur français pour la révision de la Classification Internationale du Fonctionnement, du Handicap et de la Santé (CIF) de l'Organisation Mondiale de la Santé (OMS). Elle représente actuellement la Conférence des OING au Comité Ad Hoc sur les droits des personnes handicapées (CAHDPH) du Conseil de l'Europe et a participé à la rédaction de la Stratégie du Conseil de l'Europe sur le Handicap, notamment en ce qui concerne le droit à la reconnaissance de la personnalité juridique dans des conditions d'égalité.



Gerard Quinn est professeur de droit à l'Université nationale d'Irlande. Il est titulaire d'un diplôme de sciences politiques et d'un diplôme de droit délivrés par l'Université nationale. Il est inscrit comme avocat au barreau irlandais (Kings' Inns) et diplômé de la faculté de droit de Harvard (Master et doctorat en sciences juridiques). Il a exercé des fonctions très diverses au sein de la fonction publique et a occupé des postes de professeur invité et de chercheur à Harvard, à l'Université de Nouvelle-

Galles du Sud (Australie), à l'Université de Haïfa (Israël) et à l'Université de NALSAR (Inde). Un prix pour l'ensemble de sa carrière lui a été décerné par le Conseil américain international sur le handicap ('U.S. International Council on Disabilities'), Rehabilitation International et l'Association européenne des prestataires de services pour personnes en situation de handicap. Il siège actuellement, sur nomination du Président, au Conseil d'Etat, dont le rôle est de conseiller le Président de l'Irlande sur les questions de droit constitutionnel. Il siège également au Comité scientifique de l'Agence des droits fondamentaux de l'Union européenne. Il a dirigé de vastes études pour le Haut-Commissariat aux droits de l'homme des Nations Unies sur des sujets relatifs au handicap et a été le chef de la délégation de Rehabilitation International durant la rédaction de la Convention des Nations Unies relative aux droits des personnes handicapées. Ses recherches actuelles portent sur le lien entre la réforme de la capacité juridique et la vie en société et sur l'individualisation des services. Gerard Quinn débute également un projet d'envergure sur la gestion militaire des conflits (par exemple les interventions dans les guerres civiles) et le handicap.



Leda Koursoumba est la première Commissaire aux droits des enfants de Chypre. Elle a été nommée à cette fonction en août 2007 à la suite de l'adoption par la Chambre des représentants de la loi n° 74(I)/2007 relative au Commissaire chargé de la protection des droits de l'enfant en juin 2007. Son mandat a été renouvelé en 2014. Leda Koursoumba a étudié le droit en Angleterre et est inscrite comme avocate au barreau de Chypre. Elle est spécialisée en droit constitutionnel, en droit administratif et droits humains, en particulier ceux des enfants. Elle a beaucoup travaillé sur les questions relatives à la

Convention des Nations Unies relative aux droits de l'enfant et plus généralement sur les questions concernant les enfants. Elle a été nommée Commissaire juridique de la République de Chypre depuis 2002. Elle a été membre du Comité d'experts sur la stratégie du Conseil de l'Europe sur les droits de l'enfant (DECS-ENF) et est membre du Comité ad hoc pour les droits de l'enfant (CAHENF), qui assure le suivi de la mise en œuvre de la Stratégie du Conseil de l'Europe sur les droits de l'enfant (2016-2021). Depuis 2004, Leda Koursoumba est aussi Vice-Présidente de la Société chypriote de la Croix-Rouge.



Luk Zelderloo travaille depuis plus de 32 ans dans le secteur du handicap. Il est titulaire d'un Master en management, sciences sociales et philosophie. Pendant plus de 13 ans, il a exercé les fonctions de directeur d'un service social pour personnes handicapées en Flandres. Depuis 19 ans, il déploie son activité dans ce domaine au niveau européen. Il est l'un des pères fondateurs de l'Association européenne des prestataires de services pour les personnes handicapées (EASPD), dont il est aujourd'hui le Secrétaire général. Luk

Zelderloo est également Président de Job-Link, un service proposant une formation professionnelle et du coaching aux personnes handicapées ; Président et membre du conseil d'administration de Social Services Europe, ainsi que Vice-Président de la Fédération Européenne des Emplois de la Famille (EFFE). Luk Zelderloo a une connaissance étendue de la gestion des projets financés par l'Union européenne. Il est intervenu en tant qu'orateur et organisateur de conférences sur des sujets tels que l'éducation et l'emploi des personnes handicapées, la formation du personnel, les aides publiques, la réduction de la pauvreté, la lutte contre les abus sexuels, les politiques sociales, le renforcement des capacités dans la Communauté européenne économique et la coopération entre parties prenantes.



Ieva Leimane-Veldmeijere est directrice du Centre de ressources pour les personnes ayant un handicap mental ('ZELDA') depuis juin 2007. ZELDA promeut la désinstitutionnalisation et le développement de services de proximité pour les personnes ayant des déficiences intellectuelles et psychosociales par la recherche, le suivi du respect des droits humains, le plaidoyer juridique et des activités d'information et de sensibilisation du public. Ieva Leimane-Veldmeijere est titulaire d'une maîtrise de philosophie (Université de Lettonie) et d'un diplôme international en droit de la santé mentale et droits humains (Indian Law Society's Law College, Pune, Inde).



Boglárka Benkó est juriste hongroise à la Cour européenne des droits de l'homme. Elle a précédemment exercé les fonctions d'administratrice chargée des droits humains dans le cadre de la mission de l'OSCE en Bosnie-Herzégovine, d'administratrice chargée des organisations internationales au ministère hongrois des Affaires étrangères, de juriste au sein d'une organisation non gouvernementale représentant les personnes handicapées et d'observatrice électorale dans le cadre de plusieurs missions d'observation électorales sous l'égide de l'UE et de l'OSCE. Boglárka Benkó est titulaire d'un Master délivré par l'Université Eötvös Loránd de Budapest, d'un Master en droits

humains délivré par l'Université de Strasbourg et d'un Master en droit délivré par le Collège d'Europe (Bruges).

Panel 5 – Droit de ne pas être soumis à l'exploitation, à la violence et à la maltraitance



Dimitris Nikolsky (modérateur) est diplômé du Département de sociologie de l'Université Panteion d'Athènes. Il est également titulaire d'un diplôme supérieur en relations internationales portant notamment sur les relations de l'Union européenne avec les pays en voie de développement et d'un Master de recherche sociale appliquée et d'étude de marché de l'Université de Westminster ('Master of Arts in Applied Social and Market Research'). Il a travaillé pour des multinationales à Londres et à Athènes dans le secteur de la publicité et des études de marché. Depuis 2008, il travaille dans le secteur public grec au ministère de la Santé et aujourd'hui, au ministère du Travail, de la Sécurité sociale et de la Solidarité sociale où il est chargé des questions relatives à la politique de protection sociale, et en particulier de celles concernant la protection des personnes handicapées. Il est l'ancien Président du Comité Ad Hoc du Conseil de l'Europe sur les droits des personnes handicapées et est également le représentant national au sein du groupe de haut niveau de la Commission européenne sur le handicap. Il tient régulièrement une chronique dans divers quotidiens et en ligne sur les questions liées au handicap.



Dr Marianne Schulze, titulaire d'une maîtrise en droit, est une consultante austro-australienne en droits humains qui travaille comme consultante indépendante sur différentes questions relatives aux droits humains. Elle a étudié le droit à l'Université de Sydney, en Australie, ainsi qu'à l'Université de Vienne, en Autriche. Elle a également étudié le droit international des droits humains au 'Center for Civil and Human Rights' de l'Université de Notre Dame, en Indiana. Elle est actuellement membre du groupe consultatif de la plateforme de l'Agence des droits fondamentaux de l'Union européenne et a été première présidente du Comité de suivi fédéral autrichien.



Dr Ágnes Kozma (Turnpenny) est actuellement chercheuse au Centre Tizard de l'Université du Kent, au Royaume-Uni. Parmi ses principaux domaines de recherche figurent la qualité de vie, la qualité des soins, la désinstitutionnalisation ainsi que la transition vers un soutien communautaire. Ágnes Kozma possède une vaste expérience en évaluation des résultats produits par les soins institutionnels et de proximité dispensés aux personnes ayant des déficiences intellectuelles. Avant de devenir chercheuse, elle était fonctionnaire au ministère hongrois du Travail et de l'Emploi, chargée de la planification stratégique des programmes financés par l'Union européenne et destinés aux groupes vulnérables. Elle exerçait également diverses fonctions auprès de personnes ayant des déficiences intellectuelles.



Iris Luarasi est membre du groupe d'experts du Conseil de l'Europe sur la lutte contre la violence à l'égard des femmes et la violence domestique (GREVIO). Elle possède une vaste expérience en tant que leader de la société civile dans les domaines de l'égalité entre les femmes et les hommes, des droits des femmes, du plaidoyer, du développement stratégique et de l'éducation publique. Iris Luarasi était membre du groupe dirigeant de militant-e-s de la société civile dont les actions ont mené à l'adoption de certaines lois essentielles ainsi qu'à la création de programmes non gouvernementaux et qui garde un rôle de premier plan en matière d'amélioration de l'égalité entre les femmes et les hommes. Elle possède des connaissances et une expérience professionnelle solides en matière d'autonomisation effective de groupes de défense des droits civils concernant la création d'un système de mécanisme de renvoi en Albanie.



Dr **Błażej** Kmiecik travaille au Département de droit médical de l'Université de médecine de Łódź, en Pologne. Błażej Kmiecik travaille depuis 20 ans avec des personnes handicapées. Lorsqu'il était au lycée, il était bénévole au centre pour enfants handicapés. Ses centres d'intérêt ont influencé son choix d'études. Il est diplômé en éducation spécialisée. Alors qu'au cours de ses études, il travaillait avec des personnes toxicomanes, il s'est intéressé au problème de la protection des droits humains. Son doctorat s'est concentré sur le contexte sociologique de la protection des droits des patients et, plus particulièrement, des droits des patients ayant des déficiences mentales. Pendant presque dix ans, il a occupé la fonction de médiateur pour les patients en psychiatrie. Il est actuellement professeur d'université et enseigne le droit et l'éthique à l'Université de médecine. Il travaille également en tant que médiateur et apporte son aide aux familles qui s'adressent à la Fondation de soutien psychosocial. Błażej Kmiecik est une personne handicapée née aveugle et l'est resté pendant près de 5 ans.

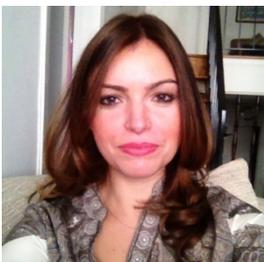


Dr Marios Constantinou a rejoint le Département de l'inclusion sociale des personnes handicapées en tant qu'agent principal. Diplômé de l'Université d'État de New York à Albany en 2004, il est titulaire d'un doctorat en psychologie clinique et spécialisé en neuropsychologie clinique de l'enfance et médico-légale. Il est l'auteur de diverses publications, professeur expérimenté et chercheur. Son dernier emploi fut celui de doyen des sciences humaines et sociales et de droit à l'Université de Nicosie, à Chypre. Il a participé à un grand nombre de projets de recherche, de comités et de panels d'évaluation sur des problématiques de sciences sociales à l'échelle nationale, internationale et de l'Union européenne. Il possède une vaste expérience en matière de réhabilitation cognitive, d'interventions psychologiques et d'évaluation cognitive des personnes handicapées, en particulier des enfants et adolescent-e-s.

Panel 6 – Partenariats public-privé



Arvid Linden (modérateur) représente la Suède au Comité Ad Hoc sur les droits des personnes handicapées (CAHDPH) du Conseil de l'Europe. Il est un expert confirmé des politiques en matière de handicap au sein de l'Agence suédoise pour la participation. Depuis dix ans, Arvid Linden est chef de la Division des connaissances nationales et des directives sur l'accessibilité et la conception universelle, ainsi que chef de la Division de l'analyse. Il a également 15 ans d'expérience dans les domaines de la sécurité au travail, de la politique sociale et des statistiques de différentes entreprises nationales et internationales. De 1995 à 1997, Arvid Linden a travaillé pour la Division de la statistique des Nations Unies (UNSD) sur des directives permettant de mesurer la prévalence et les conditions de vie des personnes handicapées. Il est diplômé en sociologie et en statistique de l'Université de Stockholm depuis 1984.



Elena Bombis est manager en durabilité sociale, droit et intégrité au Bureau du Pacte Mondial des Nations Unies. Au cours de l'exercice de ses fonctions, elle a géré un certain nombre de projets de chaîne logistique et de durabilité sociale, dont l'élaboration d'un guide à destination des entreprises sur la Convention des Nations Unies relative aux droits des personnes handicapées. En outre, elle est responsable de la mise en œuvre et de la révision des mesures d'intégrité du Pacte Mondial des Nations Unies. Avant de rejoindre le Pacte Mondial des Nations unies, Elena Bombis a exercé en tant qu'avocate en droit pénal à Milan (Italie) et possède une expérience mondiale dans les organisations internationales et le secteur privé. Les affaires qu'elle traitait concernaient principalement la criminalité en

col blanc et la responsabilité pénale des entreprises. Elle est titulaire d'une maîtrise en droit de l'école de droit de l'Université de Pennsylvanie avec une spécialisation en droit international des droits humains et en droit pénal. Elle est également avocate au barreau de l'État de New York.



Daniela Rubio participe à l'élaboration et à la mise en œuvre de divers projets en matière d'éducation inclusive et d'intégration professionnelle pour les personnes ayant des besoins particuliers. Elle travaille principalement avec les technologies Apple afin d'améliorer les méthodes pédagogiques et d'aider à créer des matériels pédagogiques et professionnels en offrant aux parents, aux professeur-e-s et aux utilisateurs et utilisatrices un soutien personnalisé. Daniela Rubio travaille en étroite coopération avec des développeurs et développeuses et évalue différents types de plateformes internet et d'applications mobiles afin de les rendre accessibles. Depuis 2013, elle fait partie de l'équipe internationale d'éducateurs et d'éducatrices distingué-e-s d'Apple ('Apple Distinguished Educators') et, depuis 2014, elle est membre du conseil consultatif EMEIA 'Apple Distinguished Educators'. En 2015, elle a fondé le groupe Macneticos en synergie avec d'autres consultant-e-s qualifié-e-s et mène différents projets relatifs, entre autres, à l'accessibilité numérique socialement durable, à l'accessibilité du web, des contenus et des applications, ainsi qu'à des stratégies de communication et de marketing. Depuis 2016, elle participe à la communauté 'Singular Entrepreneurs' de Barcelone, composée de consultant-e-s en accessibilité qui évaluent l'accessibilité numérique et physique de lieux tels que des hôtels, des restaurants et des universités du point de vue de leur diversité fonctionnelle et culturelle. En 2017, Daniela Rubio a été nommée membre du comité consultatif local de Barcelone pour 'Leading Cities'.



David Boutcher est partenaire commercial au cabinet d'avocats international Reed Smith et possède une vaste expérience dans tous les domaines liés aux fusions et aux acquisitions, au financement des entreprises et aux entreprises associées. Il possède également une solide expérience en représentation de clients étrangers concernant différents investissements étrangers au Royaume-Uni et en matière de travail d'entreprise transfrontalier. Auparavant, David Boutcher était le président international du Département commercial et financier de Reed Smith. Il joue un rôle actif dans le groupe d'affinité pour avocat-e-s handicapé-e-s de Reed Smith. Il est également administrateur et secrétaire de l'association caritative Theirworld, qui soutient des projets visant à améliorer les perspectives des enfants et des jeunes, et est directeur de la Coalition mondiale des entreprises pour l'éducation qui aide à dispenser une éducation de qualité aux enfants et aux jeunes dans le monde entier.



Klaus Miesenberger est docteur et professeur de science informatique à l'Université de Linz (Johannes Kepler), en Autriche. Il est responsable de l'Institut 'Integriert Studieren' et directeur du Centre pour étudiant-e-s handicapé-e-s intégré à l'Institut. Il est expérimenté en science informatique et en économie. Klaus Miesenberger est chargé de la recherche et du développement et de l'enseignement à l'Institut. En 2000, il a été professeur invité à l'Université Claude Bernard, Lyon II (France). Il enseigne dans diverses universités et académies de formation des enseignant-e-s en Autriche. Ses recherches et ses enseignements portent sur les technologies d'assistance, l'e-accessibilité et la conception universelle. Klaus Miesenberger est fondateur et président de icchp.org, ki-i.at et bookaccess.at, ainsi que fondateur de icc-camp.info et uniability.org. Il fait également partie du conseil de ocg.at et est ancien président/directeur de bureau de aaate.net.

Séance de clôture



Dr Sally Witcher OBE (Rapporteuse générale) est directrice générale de 'Inclusion Ecosse', une organisation associative nationale dirigée par des personnes handicapées et visant à promouvoir leur pleine inclusion dans tous les aspects de la société et à garantir que les décisions qui les concernent reflètent leurs voix et leurs choix. Sa compréhension de l'égalité et du handicap résulte de l'expérience de ses différents postes à haute responsabilité dans les secteurs public et tertiaire, en tant que consultante, chercheuse et ancienne conseillère des ministres du gouvernement britannique et, surtout, en tant que personne handicapée elle-même.



Christina Flourentzou-Kakouri a travaillé pendant 27 ans au sein des services publics chypriotes. Elle a travaillé pendant six ans au sein du Département de l'administration publique et du personnel, pendant neuf ans au ministère des finances de la République, pendant deux ans à l'Académie de Chypre pour l'administration publique et, depuis 2006, au ministère du Travail, de la Santé et de l'Assurance sociale. En 2007, le ministre et le directeur général lui ont confié la création d'une unité sur les questions liées au handicap au niveau ministériel et, depuis 2009, l'établissement d'un nouveau département pour l'inclusion sociale des personnes handicapées en tant que département distinct sous le ministère. Christina Flourentzou-Kakouri est directrice du Département depuis 2010. Son objectif est de parvenir, en coopération avec ses collègues et

toutes les parties intéressées, aux réformes qui ouvriront de nouvelles perspectives et ajouteront de la valeur à la vie des personnes handicapées. Elle est titulaire d'une licence en gestion d'entreprise et d'un master en gestion publique. Christina Flourentzou-Kakouri est née à Famagouste, à Chypre.



Liri Kopaçi-Di Michele a plus de vingt ans d'expérience en gestion internationale auprès d'organisations telles que le Conseil de l'Europe, l'Union européenne et la Banque mondiale. Elle est actuellement cheffe de la Division de l'égalité au sein du Conseil de l'Europe chargée de la promotion et de la mise en œuvre des normes et des activités du Conseil de l'Europe dans le domaine de l'égalité entre les femmes et les hommes, des droits des personnes handicapées et de la discrimination basée sur l'orientation sexuelle et l'identité de genre. Depuis ses débuts au Conseil de l'Europe en 1997, elle a occupé de nombreux postes, dont celui de directrice adjointe du Cabinet du Président de l'Assemblée parlementaire et conseillère au Cabinet du Secrétaire Général. Liri Kopaçi-Di Michele a obtenu un Master en gestion de l'Université de Surrey au Royaume-Uni, et une licence en anglais de l'Université de Tirana en Albanie.